

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUNDGAU****DE LA SÉANCE DU JEUDI 25 AVRIL 2024 A 18 H 30***Salle de réunion de la Médiathèque du Rocher, située 3A Route de Lucelle 68480 FERRETTE***Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,**Date de la convocation : 19 avril 2024Étaient présents :

Mesdames et Messieurs, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Doris BRUGGER (à partir du point 7), François COHENDET, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Laurent FUCHS, Serge GAISSE, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Annick GROELLY, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, André LEHMES, Michel LERCH, Clément LIBIS, Agnès LORENTZ, Christophe LOUYOT, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Eliane OSINSKI (à partir du point 5), Olivier PFLIEGER, Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Fabien SCHOENIG, Raphaël SCHMIDLIN, Georges SCHOLL, Gilbert SORROLDONI, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Isabelle STEFFAN, Patrick STEMMELIN, Céline STEVANOVIC (à partir du point 9), Christian SUTTER, Marielle THOMANN, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, Philippe WAHL, François WALCH, Hervé WALTER, Jean WEISENHORN, Hervé WERMUTH, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS (à partir du point 7).

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Mesdames Anne-Marie BIANCOTTI, Danielle CORDIER et Messieurs Michel PFLIEGER, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote :

Madame Danièle BACH a donné procuration à Monsieur Joseph BERBETT,  
Madame Fabienne BAMOND a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER,  
Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Stéphane STALLINI,  
Monsieur Sylvain GABRIEL a donné procuration à Monsieur Thierry DOLL,  
Monsieur Sabine HATTSTATT a donné procuration à Monsieur Olivier PFLIEGER,  
Madame Rita HELL a donné procuration à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,  
Madame Véronique LIDIN a donné procuration à Monsieur Rémi SPILLMANN,  
Madame Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,  
Monsieur Jean-Claude SCHIELIN a donné procuration à Madame Eliane OSINSKI (à partir du point 5),  
Monsieur Christophe SENDELIN a donné procuration à Monsieur Pierre BLIND,  
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Madame Estelle MIRANDA-SIEVERT,  
Monsieur Paul STOFFEL a donné procuration à Monsieur Matthieu HECKLEN,  
Monsieur Fernand WIEDER a donné procuration à Madame Fabienne REY.

Étaient excusés sans représentation :

Mesdames et Messieurs Bernard BUBENDORF, Jean-Pierre BUISSON, Jean-Claude EGGENSPIILLER, Delphine FELLMANN, Jean-Marie FREUDENBERGER, Germain GOEPFERT, Agnès HARNIST, Christian LERDUNG.

Étaient non excusés :

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Antoine ANTONY, Danielle BUHLER, Doris BRUGGER (jusqu'au point 6), Jean-Claude COLIN, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Ginette HELL, Stéphanie KELLER, Didier LEMAIRE, Eliane OSINSKI (jusqu'au point 4), Philippe RUFI, Jean-Claude SCHIELIN (jusqu'au point 4), Céline STEVANOVIC (jusqu'au point 8), Joseph-Maurice WISS (jusqu'au point 6).

**Ordre du jour :**

1.	DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE .....	61
2.	APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 4 AVRIL 2024.....	61
3.	DECISION MODIFICATIVE N° 1 .....	61
4.	MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS .....	62
5.	RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION D'AGENTS.....	63
A.	RENOUVELLEMENT DE LA MISE A DISPOSITION DE MADAME GRE AUPRES DE L'ASSOCIATION POUR L'ENFANCE D'ALTKIRCH.....	63
B.	RENOUVELLEMENT DE LA MISE A DISPOSITION DE MADAME JECKER PAR LA COMMUNE D'ASPACH .....	63
C.	RENOUVELLEMENT DE LA MISE A DISPOSITION DE MADAME GRASSER PAR LA COMMUNE D'ASPACH .....	64
D.	RENOUVELLEMENT DE LA MISE À DISPOSITION DE MONSIEUR REMI PETERSCHMITT AUPRES DE L'ECOLE DE MUSIQUE DU SUNDGAU .....	64
6.	VALIDATION DU PLAN D'ACTION RELATIF A L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.....	65
7.	DETERMINATION DES MODALITES DE CO-FINANCEMENT LEADER .....	66
8.	PARTICIPATION FINANCIERE A LA DEMARCHE LABEL QUALITE ACCUEIL .....	67
9.	AVIS DE COHERENCE SUR LES ZONES D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES.....	68
10.	APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLU DE COURTAVON .....	69
11.	MODIFICATION DE LA REDEVANCE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES .....	70
12.	VALORISATION DES DECHETS : MODIFICATION DU REGLEMENT DE SERVICE ET DU REGLEMENT DE FACTURATION .....	71
13.	APPROBATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AU TOUR ALSACE 2024.....	72
14.	PRESENTATION DU PROJET D'ESPACE DE VIE SOCIALE DE RADIO QUETSCH.....	72
15.	COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL .....	73
16.	DIVERS .....	76

En préambule à la séance, le Président adresse ses salutations à Monsieur Christophe LOUYOT, nouveau conseiller communautaire pour la commune de Hirsingue, installé en remplacement de Monsieur Raymond SCHWEITZER, décédé.

### 1. DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur Benoît KENNARD est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance conformément aux articles L.2541-6 et L.2541-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### 2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 4 AVRIL 2024

Il est proposé au Conseil d'approuver le procès-verbal de la séance du 4 avril 2024.

**Le Conseil, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 4 avril 2024.**

### 3. DECISION MODIFICATIVE N°1

Le Président expose qu'il convient d'apporter les modifications suivantes :

#### BUDGET 00200 : BUDGET GENERAL

Gestionnaire	Fonction	Nature	Chapitre	Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
					DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
ZAC CARSPA	61	2764	27	ZAC CARSPACH ACQUISITION FONCIERE TERRAINS			300 000,00	
ZAC CARSPA	61	6238	011	ZAC CARSPACH FRAIS - HONORAIRES - MISE EN RESERVE	40 000,00			
	01	021	021	REGULARISATION POUR ECRITURES DE LA ZAC CARSPACH				- 40 000,00
	01	023	023	REGULARISATION POUR ECRITURES DE LA ZAC CARSPACH	- 40 000,00			
TOTAL					-		300 000,00	- 40 000,00

Lors du vote du budget primitif le 4 avril 2024, la section a été votée en sur-équilibre de 3 647 038,00 €. Avec les inscriptions ci-dessus à savoir – 340 000,00 €, le sur-équilibre est rapporté à 3 307 038,00 €.

Monsieur Clément LIBIS demande si les terrains concernés par cette mise en réserve sont déjà fléchés. Le Président précise qu'il s'agit d'une sortie d'exploitation par le propriétaire qui prend sa retraite.

**Le Conseil, par 64 voix pour, 2 abstentions et 0 contre, approuve la décision modificative telle que détaillée ci-avant.**

#### 4. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Président indique que les postes permanents à créer sont les suivants :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Date de début	N° de poste
1	MA ILLFURTH	Adjoint d'animation	35/35	01/07/2024	2024-04-P-01

Les emplois non permanents à créer sont les suivants :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Motif	Date de début	Date de fin	Echelon	N° de poste
1	PISCINE TAGOLSHEIM	Educateur des APS	35/35	Saisonnier	01/06/2024	30/09/2024	1	2024-04-NP-01
7	PISCINES	Opérateur des APS	35/35	Saisonnier	01/06/2024	30/09/2024	1	2024-04-NP-02 2024-04-NP-03 2024-04-NP-04 2024-04-NP-05 2024-04-NP-06 2024-04-NP-07 2024-04-NP-08
1	PISCINE FERRETTE	Adjoint administratif	25/35	Saisonnier	01/06/2024	31/08/2024	1	2024-04-NP-09
1	PISCINE TAGOLSHEIM	Adjoint administratif	30/35	Saisonnier	01/06/2024	31/08/2024	1	2024-04-NP-10
2	PISCINES	Adjoint techniques	20/35	Saisonnier	01/06/2024	30/09/2024	1	2024-04-NP-21
1	ESPACES VERTS	Adjoint technique	35/35	Saisonnier	01/06/2024	31/08/2024	1	2024-04-NP-11
2	TECHNIQUE BATIMENTS	Adjoint technique	35/35	Saisonnier	01/06/2024	31/08/2024	1	2024-04-NP-12 2024-04-NP-13
2	EAU/ ASSAINISSEMENT	Adjoint technique	35/35	Saisonnier	01/06/2024	30/09/2024	1	2024-04-NP-14 2024-04-NP-15
1	ADMINISTRATION GENERALE	Adjoint technique	25/35	Saisonnier	01/07/2024	31/08/2024	1	2024-04-NP-16
2	ENFANCE	Adjoint d'animation	35/35	Saisonnier	01/06/2024	31/08/2024	1	2024-04-NP-17 2024-04-NP-18
1	RESSOURCES HUMAINES	Adjoint administratif	28/35	Remplacement	01/05/2024	30/04/2025	1	2024-04-NP-19
1	JEUNESSE	Adjoint d'animation	35/35	Renfort	01/07/2024	31/07/2024	1	2024-04-NP-20

Lors de sa séance du 11 avril dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, modifie le tableau des effectifs, comme indiqué ci-dessus.**

**Il autorise son Président à recruter des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par le Code Général de la Fonction Publique pour remplacer les agents momentanément indisponibles sur les postes créés ci-dessus.**

**Il autorise les agents nommés sur lesdits postes à percevoir des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires.**

## 5. RENOUELEMENT DE CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION D'AGENTS

### A. RENOUELEMENT DE LA MISE A DISPOSITION DE MADAME GRE AUPRES DE L'ASSOCIATION POUR L'ENFANCE D'ALTKIRCH

Le Président rappelle que la Communauté de communes Sundgau intervient dans le domaine de la petite enfance et de l'enfance pour les structures situées sur son territoire.

Madame GRÉ, attachée principale mise à disposition auprès de l'Association pour l'Enfance d'Altkirch depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016 en tant que directrice générale (administration, finances, ressources humaines), sollicite le renouvellement de sa mise à disposition à l'Association pour une période de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 2024.

Cette mise à disposition fera l'objet d'une convention à signer entre les trois parties.

Pendant cette période, la Communauté de Communes Sundgau versera à l'agent la rémunération correspondant à son grade ou à son emploi d'origine : émoluments de base et, le cas échéant, supplément familial, protections sociales, indemnités et primes liées à l'emploi.

Lors de sa séance du 14 mars dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil après en avoir délibéré à l'unanimité, accepte la mise à disposition de l'agent pour la période indiquée.**

**Il approuve les termes de cette mise à disposition et autorise son Président à signer la convention à intervenir et toutes pièces y afférentes.**

### B. RENOUELEMENT DE LA MISE A DISPOSITION DE MADAME JECKER PAR LA COMMUNE D'ASPACH

Le Président rappelle que la Communauté de communes Sundgau intervient dans le domaine de la petite enfance et de l'enfance pour les structures situées sur son territoire.

Il expose qu'il convient de régulariser la convention de mise à disposition d'un agent du personnel au périscolaire d'Aspach, établie par la Communauté de Communes d'Altkirch, avant fusion.

En effet, l'agent a été mis à disposition de la Communauté de Communes pour exercer la fonction d'adjoint d'animation au sein du périscolaire à Aspach.

Mme Catherine JECKER, ATSEM, a été mise à disposition de la Communauté de Communes à raison de 7h par semaine de classe à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 jusqu'au 24 novembre 2022.

L'agent a été rémunéré par la commune selon son grade ou son emploi d'origine : émoluments de base et, le cas échéant, supplément familial, protections sociales, indemnités, astreintes et primes liées à l'emploi.

Les salaires, accessoires de salaires et des charges correspondants font l'objet d'un remboursement de la part de la Communauté de Communes.

Lors de sa séance du 14 mars dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, accepte la mise à disposition de l'agent pour la période indiquée.**

**Il approuve les termes de cette mise à disposition et autorise son Président à signer la convention à intervenir et toutes pièces y afférentes.**

**C. RENOUELEMENT DE LA MISE A DISPOSITION DE MADAME GRASSER PAR LA COMMUNE D'ASPACH**

Le Président rappelle que la Communauté de communes Sundgau intervient dans le domaine de la petite enfance et de l'enfance pour les structures situées sur son territoire.

Il expose qu'il convient de renouveler la convention de mise à disposition d'un agent du personnel au périscolaire d'Aspach, établie par la Communauté de Communes d'Altkirch, avant fusion.

En effet, l'agent est mis à disposition de la Communauté de Communes pour exercer la fonction d'adjoint d'animation au sein du périscolaire à Aspach.

Mme Nathalie GRASSER, ATSEM, est mise à disposition de la Communauté de Communes à raison de 6h30 par semaine de classe à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 jusqu'au 31 mars 2025.

L'agent sera rémunéré par la commune selon son grade ou son emploi d'origine : émoluments de base et, le cas échéant, supplément familial, protections sociales, indemnités, astreintes et primes liées à l'emploi.

Les salaires, accessoires de salaires et des charges correspondants feront l'objet d'un remboursement de la part de la Communauté de Communes.

Lors de sa séance du 14 mars dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, accepte la mise à disposition de l'agent pour la période indiquée.**

**Il approuve les termes de cette mise à disposition et autorise son Président à signer la convention à intervenir et toutes pièces y afférentes.**

**D. RENOUELEMENT DE LA MISE À DISPOSITION DE MONSIEUR REMI PETERSCHMITT AUPRES DE L'ECOLE DE MUSIQUE DU SUNDGAU**

Le Président rappelle que Monsieur Rémi PETERSCHMITT est entré à la Communauté de Communes d'Altkirch, le 1<sup>er</sup> septembre 2005 en qualité d'Assistant d'Enseignement Artistique stagiaire, puis a été titularisé le 1<sup>er</sup> septembre 2006. Il a immédiatement été mis à disposition de l'Ecole de Musique du Sundgau pour occuper la fonction de Directeur de l'Ecole.

Sa convention de mise à disposition est arrivée à échéance le 30 novembre 2023. Monsieur Rémi PETERSCHMITT a demandé le renouvellement de sa mise à disposition à ladite Ecole pour une période de 3 ans.

Cette mise à disposition fera l'objet d'une convention à effet rétroactif à signer entre les trois parties.

Pendant cette période, la Communauté de Communes Sundgau versera à l'agent la rémunération correspondant à son grade ou à son emploi d'origine : émoluments de base et, le cas échéant, supplément familial, protections sociales, indemnités et primes liées à l'emploi.

Lors de sa séance du 14 mars dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, accepte la mise à disposition de l'agent pour la période indiquée.**

**Il approuve les termes de cette mise à disposition et autorise son Président à signer la convention à intervenir et toutes pièces y afférentes.**

## 6. VALIDATION DU PLAN D'ACTION RELATIF A L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Le Président rappelle que la Communauté de communes s'engage à promouvoir les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes.

Ces valeurs fondamentales de la démocratie sont inscrites à l'article 1er de la Constitution qui prévoit que la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles. Leur cadre législatif ne cessant d'être renforcé, les politiques en faveur de l'égalité professionnelle ne sont plus optionnelles pour les collectivités.

Dans la fonction publique, l'égalité et la non-discrimination entre les agents et les agentes constituent des principes consacrés par l'article 6 bis de la loi du 13 juillet 1983 depuis sa modification par la loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

L'article 1 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 dispose que les politiques pour l'égalité entre les femmes et les hommes sont mises en œuvre dans les collectivités territoriales et établissements publics selon le principe d'une approche intégrée, c'est-à-dire une approche qui imprègne l'ensemble des politiques publiques et des actions qu'elle conduit.

Parmi les domaines notamment visés par cet article, plusieurs concernent la responsabilité de l'EPCI en tant qu'employeur :

- la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes et les atteintes à leur dignité ;
- l'égalité professionnelle et salariale et la mixité dans les métiers ;
- l'articulation des temps de vie et le partage équilibré des responsabilités parentales ;
- l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles.

Depuis la création de la Communauté de Communes Sundgau, plusieurs actions volontaristes ont été mises en œuvre afin de réduire les écarts en rémunération entre femmes et hommes, stimuler la mixité dans les métiers, prévenir et lutter contre les violences et le harcèlement sexuels et sexistes.

Il s'agit aujourd'hui de développer la dynamique engagée tout en s'appuyant sur l'existant et sur les projets déjà réalisés.

La réglementation y incite à travers l'article 80 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique qui impose à l'ensemble des employeurs publics la formalisation d'un plan d'action pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle.

Ce plan d'actions est prévu pour une période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2026, soit 3 ans. Il est structuré autour des principales thématiques suivantes :

- Gouvernance de la politique d'égalité professionnelle ;
- Evaluer et traiter d'éventuels écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
- Créer les conditions d'un égal accès aux métiers et aux responsabilités ;
- Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
- Condition de travail et environnement professionnel.

Le plan pour l'égalité joint à ce rapport comprend des actions qui visent à garantir l'égalité de traitement dans plusieurs processus RH tels que le recrutement ou la promotion. D'autres actions ont pour objet de mieux connaître et d'objectiver certaines situations afin de repérer d'éventuels déséquilibres. Enfin, face à des situations défavorables envers l'un ou l'autre sexe, il s'agit d'adopter les mesures compensatoires appropriées.

Il s'appuie sur les diagnostics réalisés au préalable et les données chiffrées.

Lors de sa séance du 14 mars dernier, le Bureau a émis un avis favorable.



Le Conseil, à l'unanimité, approuve le plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour la période 2024-2026.

## 7. DETERMINATION DES MODALITES DE CO-FINANCEMENT LEADER

Le Président rappelle que le programme LEADER de fonds européens pour le développement local est géré localement par des Groupes d'Action Locale (GAL) afin de soutenir des projets publics ou privés. Le GAL Sundgau 3 Frontières couvre 2 PETR, 3 Communautés de Communes (CC Sundgau, CC Sud Alsace Largue et Saint Louis Agglomération) et 148 communes.

Le territoire Sundgau 3 Frontières a candidaté une nouvelle fois sur la période 2023-2027 afin de poursuivre son engagement sur le financement de projets locaux sur les thématiques suivantes :

- Economie de proximité : soutiens aux commerces, artisanat, circuits courts, mise en tourisme ;
- Transitions : sobriété énergétique, biodiversité ;
- Bien vivre ensemble : cohésion sociale, culture, bien-être, santé ;
- Mobilité durable et petite logistique de marchandises.

Le Président rappelle que les porteurs de projets peuvent être des associations, entreprises, agriculteurs et leurs groupements, syndicats, fondations ainsi que des collectivités territoriales. Le financement LEADER n'intervient sur un projet qu'en contrepartie d'une aide publique (Commune, Intercommunalité, Département, Région).

La clé de répartition de financement est la suivante : autofinancement minimal de 20 % (pour les associations, part minimale de 10 %) / aide publique de 80 % maximum (20% en cofinancement public et 80 % de fonds LEADER). L'assiette éligible minimale est de 5 000 € HT, ce qui signifie qu'aucun projet d'un montant de dépenses inférieur à 5 000 € HT ne sera instruit. La subvention maximale de LEADER est de 40 000 €.

Un cofinancement de la Communauté de Communes permet de débloquer des financements LEADER importants pour les porteurs de projet.

Il est proposé de valider la démarche suivante :

- soutenir les porteurs de projets dès lors que le projet est éligible au programme LEADER et qu'il est en cohérence avec les axes stratégiques de la Communauté de Communes Sundgau ;
- consacrer une enveloppe budgétaire de 20 000 € par an ;
- contribuer de manière forfaitaire lorsque le porteur de projet n'a pas trouvé d'autre co-financement public comme suit, étant précisé que l'assiette éligible considérée est identique à celle retenue par le financement LEADER :

Dépenses éligibles	Participation forfaitaire de la CC Sundgau
< 10 000 € HT	1 000 €
Entre 10 000 € et 49 999 € HT	2 500 €
> 50 000 € HT	5 000 €

Monsieur Nicolas JANDER précise que les fonds européens vont permettre à des porteurs de projets de bénéficier d'aides financières. Une enveloppe d'un million d'euros a été annoncée pour la nouvelle programmation 2023-2027 pour le Sundgau et le secteur des 3 Frontières.

Monsieur Georges RISS demande si la CC Sundgau est informée de l'attribution de ces fonds LEADER.



Le Président précise qu'une délibération est prise à chaque nouvelle suggestion par le GAL (Groupement d'Actions Locales) dans le cadre du co-financement. Une liste est également établie et publiée par le PETR.

Lors des réunions du 9 et 11 avril dernier, la Commission Développement économique et le Bureau ont émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, décide de valider les modalités de la participation de la Communauté de Communes à des projets LEADER sur la période 2023-2027, telles présentées ci-avant.**

**Il dit que la validation de la participation communautaire à tout projet éligible fera l'objet d'une délibération spécifique.**

#### **8. PARTICIPATION FINANCIERE A LA DEMARCHE LABEL QUALITE ACCUEIL**

Le Président rappelle qu'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) avait été signée en 2022 et 2023 dans le cadre de la démarche Label Qualité Accueil. Ce label, porté par la CCI, a vocation à accompagner les commerçants qui souhaitent valoriser la qualité de l'accueil et du service client dans les points de vente.

En 2024, les lauréats du Label Qualité Accueil deviennent « Commerçants d'Alsace ».

Afin d'évaluer la qualité de l'accueil sur le point de vente, la CCI réalise un pré-diagnostic avec le commerçant en passant en revue un certain nombre de critères. La phase d'audit « client mystère » démarre ensuite. Réalisé par un cabinet indépendant mandaté par la CCI, elle comprend 2 visites et 4 appels téléphoniques. Chaque visite donne lieu à un rapport détaillé contenant les notes basées sur les critères d'appréciation du « client mystère ». La CCI accompagne le commerçant tout au long du processus et offre une grande visibilité aux commerçants lauréats du label.

Après une prise en charge de 75 % du coût de l'audit par la CCI, le coût résiduel pour le commerçant est de 249 € HT. En 2023, 20 commerçants du territoire ont pu bénéficier de la participation financière de la Communauté de Communes Sundgau.

Dans cette démarche, la Communauté de Communes Sundgau s'engage dans le cadre d'une convention avec la CCI à :

- Promouvoir la démarche "Label Qualité Accueil – Commerçant d'Alsace" auprès des professionnels présents sur son territoire pour inciter ces professionnels à adhérer à cette démarche ;
- Contribuer au travers de ses différents supports de communication à la valorisation des entreprises lauréates du "Label Qualité Accueil – Commerçant d'Alsace" sur son territoire ;
- Mettre à disposition les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la cérémonie des remises de labels et à prendre en charge les dépenses y afférentes ;
- Solliciter la presse locale pour promouvoir la cérémonie et les entreprises lauréates ;
- Verser à la CCI une participation forfaitaire de 83 € HT, soit 99,60 € TTC par point de vente audité, dans la limite de 25 entreprises situées sur le périmètre de la Communauté de Communes.

Lors des réunions du 9 et 11 avril dernier, la Commission Développement économique et le Bureau ont émis un avis favorable en émettant le souhait d'indiquer à la CCI que la priorité doit être mise sur les commerçants du territoire n'ayant pas encore bénéficié de cet accompagnement.

**Le Conseil, à l'unanimité, approuve le versement d'une participation financière de 99,60 € TTC par point de vente audité dans la limite de 25 entreprises, soit un maximum de 2 490 € TTC dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche Label Qualité Accueil - Commerçant d'Alsace à la CCI.**

Il approuve les modalités de la convention de partenariat entre la CCI et la Communauté de Communes.

Il autorise son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.

## 9. AVIS DE COHERENCE SUR LES ZONES D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES

Le Président rappelle que la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables réaffirme le rôle crucial des collectivités territoriales, en particulier des communes, en termes d'aménagement du territoire en leur donnant de nouveaux leviers d'action concernant la planification territoriale des énergies renouvelables.

La Communauté de Communes Sundgau (CCS) a souhaité pouvoir accompagner ses communes membres dans leurs démarches de définition des Zones d'Accélération des Energies Renouvelables (ZAE nR).

D'octobre à novembre 2023, des ateliers ont été organisés avec les communes volontaires. Ces ateliers ont permis de faire émerger des propositions d'orientations communes pour la définition de ces zones d'accélération. Ces propositions ont été présentées et discutées en Commission Environnement le 27 novembre 2023. Elles ont pour vocation d'aiguiller les communes dans leur travail de définition de ces zones, afin que celles-ci puissent s'articuler de manière cohérente avec les objectifs du Plan Climat-Air-Energie Territorial de la CCS et du Plan de Paysage du Pays du Sundgau.

Les propositions découlant des ateliers ont été transmises à l'ensemble des communes de la CC Sundgau, qui ont eu le choix de les prendre en compte ou non.

En parallèle, la loi indique que les EPCI doivent mener « un débat (...) sur la cohérence des zones d'accélération identifiées avec le projet de territoire ». En tant qu'EPCI, la CCS est donc tenue de donner un avis de cohérence au sujet des zones d'accélération finalement définies par les communes.

Par ailleurs, la DDT a aussi un droit de regard sur les zones, d'un point de vue juridique et administratif. Les retours et remarques se font en direct auprès des communes via la plateforme.

### Bilan

A ce jour, 37 communes sur les 64 que compte la Communauté de Communes ont pris une délibération et 25 communes ont déposé leurs zones sur la plateforme dédiée (ou prévoient de le faire). 5 communes ont précisé qu'elles ne définiraient pas de zones.

Les types d'énergies renouvelables concernées sont les suivantes (les surfaces sont entendues en surface totale pour les zones déposées sur la plateforme à la date de 4 avril 2024) :

	Surface en m <sup>2</sup>	Surface en ha
Biométhane	776 258	77,63
Biomasse	6 882 808	688,28
Géothermie_Surface	10 877 797	1087,78
Géothermie_Profonde	1 257 671	125,77
Solaire_Thermique	11 671 092	1167,11
PV_Toiture	19 786 046	1978,60
PV_Sol_Ombrière	464 703	46,47
PV_Sol_Terrain-agricole	1 091 686	109,17
PV_Sol_Terrain-artificialisé	645 781	64,58

L'avis de cohérence donné ici par l'EPCI ne prend donc en compte que ces zones déjà définies.

Après passage en revue de ces dernières, les zones et types d'énergies associées proposés ne sont pas contradictoires et ne vont pas à l'encontre des préconisations et objectifs des documents liés à la politique du territoire (PCAET, Plan Energie, Plan Paysage du Pays...). Certaines zones contiennent néanmoins des points de vigilance qui ont été signalés directement aux communes concernées dans la plateforme.

Pour rappel, les objectifs du Plan Climat-Air-Energie Territorial visent à atteindre une part de 30% de la consommation du territoire qui soit couverte par les EnR à 2030 et 75% pour 2050. Concernant le Plan de Paysage du Pays du Sundgau, il a permis de définir des orientations vers certains type de production d'énergies tout en tendant vers une intégration paysagère maximale.

Lors de sa réunion du 14 mars dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, par 70 voix pour, 1 abstention et 0 contre, décide d'approuver l'avis de cohérence sur les Zones d'Accélération des EnR définies telles que décrites précédemment.**

## **10. APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLU DE COURTAVON**

Le Président rappelle que, par arrêté du 24 novembre 2023, la Communauté de communes Sundgau a engagé la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Courtavon. Cette modification a pour objectif de permettre la réalisation d'un logement de fonction à proximité de l'exploitation agricole d'un éleveur de la commune.

Le dossier de modification simplifiée a été soumis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale afin qu'elle en porte examen au cas par cas et qu'elle conclue sur la nécessité ou non pour la CCS de produire une évaluation environnementale sur le projet de modification simplifiée.

Le dossier a également été transmis pour avis aux Personnes Publiques Associées. La Collectivité européenne d'Alsace a émis des prescriptions concernant notamment les accès à la RD et la visibilité de celui-ci. Le SCoT du Sundgau a émis un avis favorable au projet tout comme l'INAO. La Direction Départementale des territoires du Haut-Rhin a également transmis son avis sur le projet, assorti d'un conseil quant à la surface de construction à autoriser.

Le projet de modification simplifiée a été soumis à la concertation du public du 4 mars 2024 au 5 avril 2024 en Mairie de Courtavon et au siège de la CCS à Altkirch. Aucune observation ou demande relative au projet n'a été formulée dans les registres de concertation mis en place. Aucun mail n'a été envoyé sur l'adresse prévue au sujet de l'évolution du PLU.

Il appartient à présent au Conseil de la Communauté de communes Sundgau de se prononcer sur l'adoption de la modification simplifiée n°2 du PLU de Courtavon, considérant le projet tel qu'il a été présenté aux Personnes Publiques Associées et au public.

Lors de sa réunion du 11 avril dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, décide d'approuver la modification simplifiée n°2 du Plan local d'urbanisme de la commune de Courtavon, telle qu'annexée à la présente délibération.**

**Il dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, d'un affichage au siège de la CCS et de la Mairie de Courtavon durant un mois et d'une insertion dans un journal diffusé dans le département.**

**Il dit que conformément à l'article R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, le dossier de modification simplifiée peut être consulté au siège de la CCS et à la Mairie de Courtavon aux jours et horaires habituels d'ouverture au public.**



Il dit que la présente délibération sera exécutoire après accomplissement des mesures de publicité précitées.

La présente délibération accompagnée du dossier qui lui est annexé sera transmise au Préfet du Haut-Rhin.

# 11. MODIFICATION DE LA REDEVANCE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

Le Président indique que l'évolution du service de collecte des ordures ménagères entraîne des modifications qui doivent être retranscrites sur la fiche du tarif des usagers ménages.

Dans un souci d'équité du montant de la part fixe appliquée semestriellement à chaque usager ménage, et notamment concernant les utilisateurs des points d'apports volontaires (PAV) pour les ordures ménagères, il convient de porter à trois le nombre minimal d'ouvertures de trappes facturées par semestre soit trois fois 30 litres (90 litres) au lieu d'une seule ouverture actuellement facturée (30 litres).

## Modification du tarif pour les ménages à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024

Composition actuelle de la part fixe de la redevance :

Collecte en porte-à-porte		Collecte en apports volontaires	
Forfait d'accès aux services de recyclage en porte-à-porte et en apports volontaires			
88 € / semestre		88 € / semestre	
Levée ou ouverture de trappe minimales obligatoires			
1 levée d'un bac de 80 litres	5,40 € / semestre	1 ouverture de 30 litres	2 € / semestre
Total part fixe	93,40 € / semestre	Total part fixe	90 € / semestre

Nouvelle composition de la part fixe de la redevance :

Collecte en porte-à-porte		Collecte en apports volontaires	
Forfait d'accès aux services de recyclage en porte-à-porte et en apports volontaires			
88 € / semestre		88 € / semestre	
Levée ou ouvertures de trappe minimales obligatoires			
1 levée d'un bac de 80 litres	5,40 € / semestre	3 ouvertures de 30 litres soit 90 litres	(3 x 2 €) 6 € / semestre
Total part fixe	93,40 € / semestre	Total part fixe	94 € / semestre

Cette modification a été présentée à la commission valorisation des déchets, qui a émis un avis favorable lors de ses réunions des 29 novembre 2023 et 3 avril dernier.

Monsieur Clément LIBIS regrette que les usagers qui se déplacent vers les points d'apport volontaire se voient appliquer cette augmentation contrairement aux usagers qui bénéficient de l'enlèvement en porte à porte.

Monsieur Bertrand IVAIN précise que les PAV se situent à seulement quelques mètres de l'entrée des immeubles et que la contrainte est minime.

Le Président souhaite également que la formulation sur les factures soit modifiée, trop souvent les usagers pensent que la levée obligatoire est comprise dans le forfait de la part fixe, Or, celle-ci est facturée en plus des 88 € par semestre.

Lors de sa réunion du 11 avril dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, par 70 voix pour, 0 abstention et 1 contre, approuve la modification à apporter au tarif des usagers ménages qui portera à trois le nombre minimal d'ouvertures de trappes facturé par semestre pour les usagers utilisateurs des Points d'Apports Volontaires.**

**Il dit que cette modification tarifaire entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024.**

## **12. VALORISATION DES DECHETS : MODIFICATION DU REGLEMENT DE SERVICE ET DU REGLEMENT DE FACTURATION**

Le Président indique que l'évolution du service entraîne des modifications qui doivent être retranscrites dans le règlement du service public de prévention et de gestion des déchets et dans le règlement de facturation de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères.

### **- Modifications du règlement de facturation**

Dans un souci d'équité du montant de la part fixe appliquée semestriellement à chaque usager ménage, et notamment concernant les utilisateurs des points d'apports volontaires (PAV) pour les ordures ménagères, il convient de porter à trois le nombre minimal d'ouvertures de trappes facturées par semestre soit trois fois 30 litres (90 litres) au lieu d'une seule ouverture actuellement facturée (30 litres). Il est nécessaire d'apporter la modification suivante, en gras, dans le règlement de facturation :

#### **2.1 Part fixe**

Conformément à l'article L.2333-76 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette part fixe se décline en deux parties, comme suit :

- le forfait d'accès aux services de recyclage pour les ménages et les communes membres ;
- le nombre minimal de levées **ou d'ouvertures de trappes des points d'apport volontaire pour les ordures ménagères**, obligatoirement facturé pour chaque période de facturation.

Cette modification entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2024.

### **- Modifications du règlement de service**

Le Président rappelle que de nouvelles filières à Responsabilité Élargie du Producteur (REP) vont être, très prochainement, mises en place dans les trois déchèteries, conformément aux décisions du Bureau du 9 novembre 2023 qui a approuvé les termes des contrats pour les filières des articles de sport et de loisir (ASL), des articles de bricolage et de jardin (ABJ) ainsi que des jouets.

Il convient, de ce fait, :

- de supprimer les articles des descriptifs des anciennes filières qui seront maintenant concernées par les nouvelles filières précitées, notamment dans la filière plastiques durs ;
- d'ajouter les descriptifs des filières pour les articles de sport et de loisir (ASL), les articles de bricolage et de jardin (ABJ) ainsi que les jouets.

Ces modifications ont été présentées à la Commission Valorisation des déchets, qui a émis un avis favorable lors de ses réunions des 29 novembre 2023 et 3 avril dernier.

Lors de sa réunion du 11 avril dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, approuve les modifications à apporter au règlement du service et au règlement de facturation, telles que précisées ci-avant.**

### 13. APPROBATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AU TOUR ALSACE 2024

Le Président expose qu'en 2024, le Sundgau accueillera une nouvelle fois une étape du « Tour Alsace ». Il s'agit d'une course cycliste par étapes ouverte aux équipes professionnelles inscrites au calendrier UCI (Union Cycliste Internationale) et qui se déroulera du 24 au 28 juillet 2024.

L'étape du jeudi 25 juillet de 154,9 km partira de RIEDISHEIM et arrivera à FERRETTE.

Pour cette manifestation, l'organisation du « Tour Alsace » demande une participation financière de 5 000 € à la Communauté de Communes Sundgau en guise de partenariat.

Lors de sa réunion du 11 avril dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, décide de fixer la participation financière de la Communauté de Communes au « Tour Alsace » à 5 000 €, à verser sur le compte de l'ASPTT Mulhouse Tour Alsace.**

**Il autorise son Président à signer tous actes se rapportant au versement de cette participation.**

### 14. PRESENTATION DU PROJET D'ESPACE DE VIE SOCIALE DE RADIO QUETSCH

Le Président expose que les Caisses d'Allocations Familiales soutiennent des projets et initiatives locales aux objectifs variés et multiples : animation sociale, prévention, entraide et solidarité, accompagnement social des familles dans leurs projets d'intégration sociale.

En 1998, la Caisse Nationale des allocations familiales a impulsé le développement des espaces de vie sociale appelés initialement « petites structures de proximité ».

L'espace de vie sociale est une structure de proximité qui touche tous les publics, *a minima*, les familles, les enfants et les jeunes permettant de développer des actions concourant :

- au renforcement des liens sociaux, familiaux, intergénérationnels et des solidarités de voisinage ;
- à la coordination des initiatives favorisant la vie collective en permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets.

La CAF est responsable de l'agrément des espaces de vie sociale et de leur projet social. Chef de file et coordinateur de l'animation de la vie sociale, elle veille à une répartition territoriale équilibrée des structures et soutient le gestionnaire par son expertise, son ingénierie sociale ainsi qu'un soutien financier en complément d'engagements locaux.

La CAF s'est récemment rapprochée de l'association Radio Quetsch afin de leur proposer la labellisation de leur structure associative en tant qu'espace de vie sociale et de leur proposer un financement à cet effet.

Radio Quetsch est une radio associative locale couvrant les communes sundgauviennes et pouvant s'appuyer sur un réseau d'une cinquantaine de bénévoles. Le studio de radio, situé au centre-ville d'Altkirch, est devenu un lieu de ressource : un espace accueillant, un espace de promotion des dynamiques et des projets du Sundgau fort de nombreux partenariats.

Après avoir effectué un diagnostic du territoire, l'association a posé les bases de son projet d'espace de vie social sur les enjeux et actions suivantes :

- Favoriser la mixité sociale et les actions intergénérationnelles via l'outil radiophonique ;
- Impliquer les habitants dans le développement du territoire et être un tremplin pour les projets citoyens (espace d'information et de formation, rencontre, ateliers participatifs...) ;
- Elargir la dynamique de production médiatique participative, citoyenne et locale (ateliers de formation à l'outil radio, organiser des rencontres avec les collectivités, les entreprises ..., plateforme éducation aux médias, à l'information).

Les partenariats de Radio Quetsch sur le territoire sont nombreux : collèges, lycées, écoles, MJC, Mission Locale, Service Jeunesse CCS, CLEE du Sundgau, ADAPEI, EHPAD, Association Marie Pire, Hôpital le Roggenberg...

Les interventions sont également variées : ateliers Educômedia, outil thérapeutique, podcasts sur les événements du territoire, émissions radiophoniques sportives locales, Qabine (annonce des événements) ...

La labellisation en tant qu'espace de vie sociale et le soutien de la CAF et de la Communauté de Communes Sundgau permettront à Radio Quetsch d'assurer ses missions et ses actions par notamment la valorisation d'un poste en interne et l'assurance financière des actions dont le budget dédié est évalué à 32 360 € représentant 40 % du budget total de l'association.

Dans ce cadre, Radio Quetsch sollicite le partenariat et le soutien de la Communauté de Communes Sundgau afin de participer au développement de leur engagement dans l'Espace de Vie Sociale sachant que le soutien financier d'une collectivité fait partie des critères de labellisation de la CAF.

Aussi, Radio Quetsch sollicite à cet effet une subvention de fonctionnement de la CC Sundgau à hauteur de 6 000 €.

Lors de sa réunion du 11 avril dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, approuve le partenariat avec Radio Quetsch dans le cadre de l'Espace de Vie Sociale.**

**Il décide d'attribuer une subvention de fonctionnement de 6 000 € à l'association Radio Quetsch.**

## 15. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL

### BUREAU DU 11 AVRIL 2024

**DCB-012-2024 Demande de subventions.** Le Bureau a approuvé le plan de financement du projet de rénovation énergétique de bâtiment communautaire (bâtiment 3 – Quartier Plessier), comme suit :

MONTANT SUBVENTIONNABLE (€ HT)	FONDS VERT	FEDER	CCS
2 402 640 €	720 792 €	1 201 320 €	480 528 €
	30%	50%	20%

Il a approuvé le plan de financement du projet de récupération d'eau de pluie :

MONTANT SUBVENTIONNABLE (€ HT)	AERM	CCS
46 552 €	27 931 €	18 620 €
	60%	40%



Il a approuvé le plan de financement du projet de local vélo :

MONTANT SUBVENTIONNABLE (€ HT)	ALVEOLE +	CCS
35 400 €	14 160 €	21 240 €
	40%	60%

Il a sollicité ces aides aux taux les plus élevés pour les projets susmentionnés.

Il a autorisé son Président à signer tout actes se rapportant à ces demandes de subventions.

**DCB-013-2024 Fixation des tarifs 2024-2025 des accueils de loisirs sans hébergement. Le Bureau a fixé les nouveaux tarifs pour les accueils de loisirs sans hébergement gérés par la Communauté de Communes Sundgau comme suit :**

Accueil de loisirs Périscolaire

Quotient familial	<800	801<1100	1101<1500	1501<2000	2001<2600	2601<3500	≥3501	Hors CCS
Accueil de midi avec Repas	6,89 €	7,87 €	8,85 €	9,84 €	10,82 €	11,80 €	12,79 €	+20%
Accueil de midi sans repas	3,04 €	4,02 €	5,00 €	5,99 €	6,97 €	7,95 €	8,94 €	+20%
Accueil du matin	2,26 €	2,56 €	2,85 €	3,15 €	3,44 €	3,74 €	4,03 €	+20%
Accueil du soir 1 (sortie d'école->17h15)	2,78 €	3,15 €	3,52 €	3,89 €	4,26 €	4,62 €	4,99 €	+20%
Accueil du soir 2 (sortie d'école->fermeture)	4,84 €	5,51 €	6,17 €	6,84 €	7,50 €	8,16 €	8,83 €	+20%

Pour les enfants avec PAI (Protocole d'Accueil Individualisé), le coût du repas (3,85€) sera déduit.

Accueils de loisirs Extrascolaire

Quotient familial	<800	801<1100	1101<1500	1501<2000	2001<2600	2601<3500	≥3501	Hors CCS*
Journée	16,58 €	17,62 €	18,65 €	20,73 €	22,80 €	23,83 €	24,87 €	+20%
Demi-journée sans Repas	6,59 €	7,00 €	7,42 €	8,24 €	9,06 €	9,48 €	9,89 €	+20%
Demi-journée avec Repas	9,95 €	10,57 €	11,19 €	12,43 €	13,68 €	14,30 €	14,92 €	+20%
Demi-journée spéciale ss repas	8,57 €	9,11 €	9,64 €	10,71 €	11,78 €	12,32 €	12,85 €	+20%
Demi-journée spéciale avec repas	11,94 €	12,68 €	13,43 €	14,92 €	16,41 €	17,16 €	17,90 €	+20%
Journée spéciale 1	19,90 €	21,14 €	22,38 €	24,87 €	27,36 €	28,60 €	29,84 €	+20%
Journée spéciale 2	29,84 €	31,71 €	33,57 €	37,31 €	41,04 €	42,90 €	44,77 €	+20%
Journée spéciale 3	46,42 €	49,33 €	52,23 €	58,03 €	63,83 €	66,74 €	69,64 €	+20%
Semaine	72,91 €	77,47 €	82,03 €	91,14 €	100,25 €	104,81 €	109,37 €	+20%

Pour les enfants avec PAI (Protocole d'Accueil Individualisé), le coût du repas (3,85€) sera déduit de la prestation journée.

Séjours

Quotient familial	<800	801<1100	1101<1500	1501<2000	2001<2600	2601<3500	≥3501	Hors CCS*
TARIF S1	85,00 €	90,00 €	95,00 €	100,00 €	105,00 €	110,00 €	115,00 €	+20%
TARIF S2	135,00 €	140,00 €	145,00 €	150,00 €	155,00 €	160,00 €	165,00 €	+20%
TARIF S3	185,00 €	190,00 €	195,00 €	200,00 €	205,00 €	210,00 €	215,00 €	+20%
TARIF S4	235,00 €	240,00 €	245,00 €	250,00 €	255,00 €	260,00 €	265,00 €	+20%
TARIF S5	270,00 €	280,00 €	290,00 €	300,00 €	310,00 €	320,00 €	330,00 €	+20%
TARIF S6	320,00 €	330,00 €	340,00 €	350,00 €	360,00 €	370,00 €	380,00 €	+20%
TARIF S7	370,00 €	380,00 €	390,00 €	400,00 €	410,00 €	420,00 €	430,00 €	+20%

Activités, actions, animations...

Quotient familial	<800	801<1100	1101<1500	1501<2000	2001<2600	2601<3500	≥3501	Hors CCS*
TARIF A	3,20 €	3,40 €	3,60 €	4,00 €	4,40 €	4,60 €	4,80 €	+20%
TARIF B	5,60 €	5,95 €	6,30 €	7,00 €	7,70 €	8,05 €	8,40 €	+20%
TARIF C	8,00 €	8,50 €	9,00 €	10,00 €	11,00 €	11,50 €	12,00 €	+20%
TARIF D	10,40 €	11,05 €	11,70 €	13,00 €	14,30 €	14,95 €	15,60 €	+20%
TARIF E	12,80 €	13,60 €	14,40 €	16,00 €	17,60 €	18,40 €	19,20 €	+20%
TARIF F	14,40 €	15,30 €	16,20 €	18,00 €	19,80 €	20,70 €	21,60 €	+20%
TARIF G	17,60 €	18,70 €	19,80 €	22,00 €	24,20 €	25,30 €	26,40 €	+20%
TARIF H	20,00 €	21,25 €	22,50 €	25,00 €	27,50 €	28,75 €	30,00 €	+20%
TARIF I	24,00 €	25,50 €	27,00 €	30,00 €	33,00 €	34,50 €	36,00 €	+20%
TARIF J	28,00 €	29,75 €	31,50 €	35,00 €	38,50 €	40,25 €	42,00 €	+20%
TARIF K	32,00 €	34,00 €	36,00 €	40,00 €	44,00 €	46,00 €	48,00 €	+20%
TARIF L	36,00 €	38,25 €	40,50 €	45,00 €	49,50 €	51,75 €	54,00 €	+20%
TARIF M	40,00 €	42,50 €	45,00 €	50,00 €	55,00 €	57,50 €	60,00 €	+20%
TARIF N	44,00 €	46,75 €	49,50 €	55,00 €	60,50 €	63,25 €	66,00 €	+20%
TARIF 1					1,00 €			
TARIF 2					2,00 €			
TARIF 3					3,00 €			
TARIF 4					4,00 €			
TARIF 5					5,00 €			
TARIF 6					6,00 €			
TARIF 7					7,00 €			
TARIF 8					8,00 €			
TARIF 9					9,00 €			
TARIF 10					10,00 €			
TARIF 15					15,00 €			
TARIF 20					20,00 €			
TARIF 30					30,00 €			
TARIF 40					40,00 €			
TARIF 50					50,00 €			

Les tarifs A à N et 1 à 50 peuvent être cumulés entre eux.

Le tarif « dépassement horaire » est défini comme suit : +10,00 €.

Le tarif pour les adultes qui prennent un repas dans un des accueils de loisirs est à 6,00 €.

Il dit que les tarifs exposés ci-avant entreront en application à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024.

**16. DIVERS**

- Détermination du lieu de la prochaine séance

Aux termes de l'article L.5211-11 du CGCT, « l'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres ».

Le Conseil, à l'unanimité, donne mandat au Président pour fixer le lieu de la prochaine séance du Conseil.

- Tour Alsace

Monsieur François COHENDET, Maire de Ferrette, précise que la commune participe à hauteur de 3000 € pour accueillir une étape du Tour Alsace et souhaite que cette information soit mentionnée au même titre que la participation de la CC Sundgau.

Le Président rappelle que toutes les communes qui ont été sollicitées financièrement pour permettre de finaliser le budget de cet événement seront identifiées en tant que partenaires financiers.

- Scolarité et baisse démographique sur le territoire de la CCS

Pour faire suite à la réunion de l'Association des Maires du Haut-Rhin, Monsieur Joseph BERBETT alerte ses collègues sur les propos tenus par l'Inspection Académique concernant le manque d'effectifs pour la prochaine rentrée, ce qui amènera à la fermeture de classes.

Inquiet face à ces annonces, il demande une réunion entre tous les maires de la CC Sundgau pour échanger et ouvrir le débat.

Le Président se dit favorable à l'organisation d'une rencontre entre élus et l'Inspection Académique pour essayer de trouver les meilleures solutions pour maintenir une scolarité et éducation de qualité sur le territoire.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 19h45.

Altkirch, le 30 avril 2024

**Le Président**  
**Gilles FREMIOT**



Monsieur Benoît KENNARD  
Directeur Général des Services  
Secrétaire de séance